

### Tout va bien ?

#### Marchés Financiers

**BOURSE AMERICAINE :** Le S&P 500 a fini en hausse de près de 6 points (+ 0,2%), à 2 863, après être monté durant la séance à 2 873,23, soit au-dessus de son précédent record à 2 872,87 atteint le 26 janvier. L'indice Dow Jones a pour sa part gagné 64 points (+ 0,3%), à 25 822 et le Nasdaq Composite a progressé de 38 points, soit 0,5%, à 7 859. Le nouveau record du S&P 500 a coïncidé avec un autre événement à forte portée symbolique : son cycle actuel de hausse dure désormais depuis 3 452 jours, soit autant qu'entre novembre 1990 et mars 2000, selon S&P Dow Jones Indices. Ce « bull market », qui s'est traduit par une progression de plus de 300% du S&P 500 depuis mars 2009, devrait donc devenir mercredi le plus long de l'histoire de l'indice. Soutenu par la baisse du dollar et par l'espoir d'un apaisement des tensions commerciales entre les Etats-Unis et leurs partenaires commerciaux, et plus particulièrement avec la Chine, Wall-Street bénéficie aussi d'une saison des résultats particulièrement fournie en « bonnes surprises ».

**Valeurs :** Hier, Medtronic et TJX ont publié des résultats meilleurs que prévu par les analystes, et ont enregistré des hausses parmi les plus fortes des valeurs du S&P 500, avec des gains respectifs de 5,7% et de 4,7%. Toll Brothers a, pour sa part, bondi de 13,8% à la faveur d'un bénéfice trimestriel supérieur aux attentes et d'un relèvement de sa prévision de chiffre d'affaires annuel. Les mauvaises nouvelles sont, en revanche, lourdement sanctionnées. Le groupe de parfums et cosmétiques Coty a ainsi chuté de 7,1% en raison d'un chiffre d'affaires décevant. Malmené depuis que son patron Elon Musk a annoncé début août sur Twitter son intention de le retirer de la cote, le titre Tesla a gagné 4,4%. Morgan Stanley a suspendu sa couverture du titre, donnant ainsi à penser que la banque américaine travaille au financement de cette opération, jugé difficile.

**BOURSES AMERIQUE LATINE :** Les investisseurs boursiers latino-américains restent très prudents. Malgré le nouveau record atteint par le S&P 500 à Wall-Street, les principaux indices boursiers de la région ont terminé la journée d'hier partagés. Fermée lundi, la bourse de Bogota a progressé de 0,3%, hier, alors que l'IPSA chilien a gagné 0,2%. La bourse de Mexico, pour sa part, a gagné 1,1%, notamment sous l'effet de l'espoir d'une prochaine conclusion de la renégociation de l'ALENA. En revanche, le Merval et la bourse de Lima ont reculé de 0,7%. La reprise des négociations commerciales entre les Etats-Unis et la Chine ainsi qu'entre les Etats-Unis et le Mexique constitue sans doute un élément positif. Il en est de même de l'annonce du report sine die de la publication du rapport censé ouvrir la voie à l'instauration de droits de douanes sur les importations américaines d'automobiles. Mais l'incertitude économique reste forte en Amérique Latine et la Turquie pèse toujours sur le sentiment général sur la santé des marchés émergents. La bourse de Sao Paulo, qui a fini en baisse de 1,5% souffre aussi de ce syndrome. Mais elle fait aussi l'objet d'une méfiance particulière en raison de la forte incertitude qui règne autour de la présidentielle d'octobre dans la première économie d'Amérique latine. Luiz Inacio Lula da Silva, ex-chef d'Etat de gauche, est l'immense favori dans deux nouveaux sondages publiés lundi, malgré son incarcération pour corruption et blanchiment d'argent depuis avril. Lula, dont la candidature a été officiellement enregistrée la semaine dernière avec 12 autres, court des risques élevés de se voir prochainement disqualifier par le Tribunal supérieur électoral. Le réal brésilien a encore nettement baissé, hier, le dollar passant au-dessus du seuil de quatre réals pour la première fois depuis mars 2016.

**BOURSES ASIATIQUES :** Les bourses asiatiques sont globalement orientées à la hausse ce matin. A Tokyo, le Nikkei 225 a fini en hausse de 0,6%, soutenu notamment par la hausse de 1,9% du secteur de l'énergie permise par la progression des cours du pétrole, mais aussi par la

---

progression de 1,4% des ressources de base, qui bénéficie d'un climat international plus porteur. Le recul, même limité, du yen face au dollar et à l'euro a aussi aidé les grands exportateurs industriels. A Hong Kong, le Hang Seng (+ 0,3%) a bénéficié de la hausse de 1,5% du secteur technologique, avec notamment une progression de 1,8% de Tencent, malgré la chute de 3,6% d'AAC après l'annonce d'un recul inattendu de ses profits. En hausse de 1,0% (+ 2,22% pour CNOOC ou + 1,4% pour China Petroleum & Chemical), le secteur énergétique a aussi aidé. Le Kospi sud-coréen a gagné 0,2%, notamment grâce au bond de plus de 13% de STX Corp (STX Engine a gagné 6,7%), qui a annoncé avoir mené à son terme le programme de restructuration initié la demande de ses créanciers. L'ensemble du secteur de la construction navale a fortement progressé (Hyundai Heavy Industry + 5,8%, Samsung Heavy Industry + 4,0% et Daewoo Shipbuilding & Marine + 3,7%) grâce à l'augmentation des prix des tankers de gaz naturel liquéfié, dans un contexte où les Etats-Unis cherchent à augmenter leurs exportations de gaz. En revanche, après deux séances de forte hausse, les bourses de Chine continentale sont orientées à la baisse ce matin, Shanghai perdant 0,8% et Shenzhen 1,1%. Ces reculs s'expliquent en partie par la déception des investisseurs qui tablaient sur un prochain plan de relance face au ralentissement de l'activité en Chine, les autorités semblant réticentes à cette idée et préférant se contenter d'une politique monétaire plus accommodante. La bourse de Sydney a aussi terminé la séance dans le rouge (- 0,3% pour l'ASX 200), malgré les envolées d'Altium (+ 31,7%) et de Wisetech Global (+ 27,2%) suite à leurs publications de résultats très au-dessus des attentes des analystes, mais aussi de TPG Telecom (+ 21,6%), qui a annoncé étudier la possibilité d'une fusion avec son Concurrent Vodafone. En revanche, les ressources de base (- 1,1%) et les financières (- 0,8%), plus gros poids du principal indice australien, ont pesé.

**CHANGES & OBLIGATAIRE :** Le billet vert a continué à se déprécier, hier, face à l'euro, toujours influencé par les attaques de Donald Trump contre la politique monétaire américaine et contre la « manipulation » des taux de laquelle se livreraient les autorités européennes et chinoises. Peu avant la clôture de Wall-Street, la devise européenne valait ainsi 1,1572 \$, contre 1,1479 lundi soir. Le rebond de l'euro s'est aussi nourri d'une diminution du degré d'inquiétude sur l'Italie, comme le montre la diminution de l'écart de rendement ans entre les titres italiens et allemands à 10 ans. Le billet vert s'est, en revanche, légèrement repris face à la devise nippone, à 110,38 yens contre 110,07 la veille. Le marché obligataire américain a, en revanche, terminé en baisse, le rendement du T-Note 10 ans remontant de 2,81,9% lundi soir à 2,843% peu avant la clôture de Wall-Street. Dans le même temps, le 30 ans a progressé de 2 points de base, juste au-dessus de 3%, à 3,002%.

**PETROLE :** Les cours du pétrole ont terminé la séance américaine en hausse, portés par des anticipations de baisse des stocks de brut aux Etats-Unis et par les efforts américains destinés à étouffer les exportations de l'Iran. Les investisseurs restent néanmoins prudents dans l'attente des résultats des pourparlers sur le commerce entre les Etats-Unis et la Chine cette semaine à Washington. Le contrat septembre sur le WTI, qui expirait hier, a gagné 92 cents, soit 1,4%, à 67,35 \$/b. Le contrat octobre, plus actif, a fini en hausse de 0,6% à 65,84 dollars. Au moment de la clôture du Nymex, le Brent progressait de 42 cents (+ 0,6%) à 72,63 dollars, après avoir atteint un pic d'une semaine à 72,95 dollars. Les statistiques hebdomadaires officielles sur les stocks commerciaux de brut aux Etats-Unis seront publiées cet après-midi par l'EIA. Les investisseurs prédisent une contraction d'environ 1,5 million de barils la semaine dernière.

---

## News clefs

Selon le Wall-Street Journal, l'administration Trump a reporté l'échéance qu'elle s'était fixée pour se prononcer ou non en faveur de nouvelles taxes sur les importations d'automobiles, donnant plus de temps à la Maison Blanche pour négocier des accords avec les grands exportateurs mondiaux du secteur. Le secrétaire au Commerce, Wilbur Ross, avait indiqué fin juillet à la presse qu'il comptait boucler son étude sur les importations automobiles et la menace qu'elles représenteraient pour la sécurité nationale « probablement dans le courant du mois d'août ». Lors d'un entretien accordé lundi au Wall Street Journal, Wilbur Ross a déclaré qu'il n'était plus certain que le rapport puisse être publié à la fin du mois. Ce report s'explique par les négociations en cours avec la Commission Européenne, le Mexique et le Canada, a-t-il précisé. Wilbur Ross a également indiqué qu'il se révélait plus long que prévu de passer au crible la montagne de

---

---

documents fournis par les constructeurs automobiles américains et étrangers, qui redoutent une hausse des prix de vente et des problèmes logistiques au niveau mondial en cas de nouvelles taxes. Un des éléments qui ont ralenti le processus est la promesse faite fin juillet par Donald Trump à Jean-Claude Juncker de suspendre tout nouveau projet de tarif contre les voitures européennes pendant la négociation d'un accord global sur les droits de douane et les subventions à l'industrie, a indiqué Wilbur Ross. « Je pense qu'il a pris le même engagement tacite » avec le Mexique et le Canada, a ajouté le responsable.

Paul Manafort, ex-directeur de campagne de Donald Trump a été jugé coupable de huit chefs d'accusation de fraude fiscale et de fraude bancaire, sur les dix-huit dont il était accusé. Le jury s'est déclaré incapable de se prononcer sur les dix autres. M. Manafort doit encore être jugé le mois prochain à Washington pour des faits de blanchiment d'argent, de conspiration et d'avoir agi comme un agent non-déclaré d'un gouvernement étranger, notamment. Michael Cohen, l'ancien avocat de Donald Trump a, pour sa part, plaidé coupable de huit chefs d'accusation devant un tribunal fédéral de New-York. Il est accusé de fraude fiscale et bancaire, mais aussi de violation des lois sur le financement des campagnes électorales. Dans sa plaidoirie, l'ex-avocat du président a affirmé qu'il avait payé deux femmes pour qu'elles garde le silence « à la demande de Donald Trump ».

---

## Recherche économique et Stratégie

**Christian Parisot**

Head of Global Research

☎ 01 53 89 53 74

✉ [cparisot@aurel-bgc.com](mailto:cparisot@aurel-bgc.com)

**Jean-Louis Mourier**

Economic Research

☎ 01 53 89 54 46

✉ [jlmourier@aurel-bgc.com](mailto:jlmourier@aurel-bgc.com)

***Ce document peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.***

### Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.

Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur [www.aurel-bgc.com](http://www.aurel-bgc.com)